

Journal d' Afghanistan

dossiers

N° 475 du 29.03.2011

Par **C.De Broeder** & **M.Lemaire**

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_afghans.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

Lutte pour la libération du territoire & la victoire de la résistance Afghane

1 Les Brèves

1-1 Le commerce de la mort.

1-2 L'armée américaine a cherché à utiliser des psychologues militaires pour influencer des élus sur l'Afghanistan.

2 Dossiers

2-1 CASSE-TÊTE POUR LE FBI, Le terroriste a-t-il un profil-type?

2-2 morice : En Afghanistan comme au Pakistan, les U.S.A. fabriquent les terroristes qu'ils prétendent ensuite combattre...

2-3 Tara Mckelvey : A l'intérieur de la machine à tuer (In the killing machine).

3 Courrier des lecteurs & **trouvé sur le net** & témoignage

3-1 Des policiers changent de camp...

3-2 Charles DAVIS, Medea Benjamin : Le calvaire de Bradley Manning.

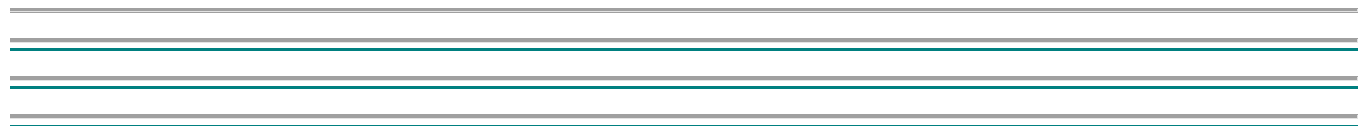
4 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion

4-1 Afghanistan : Dix ans de combats pour quels résultats ?

4-2 Jean-François Racine, Alexandre Poirier : La mort reste un sujet tabou au sein des troupes.

4-3 Les photos de la «kill team» américaine en Afghanistan.

4-4 Wikileaks: le soldat Manning décrit les mauvais traitements qu'il dit subir.



L'Afghanistan en chiffre du 03-03 au 29/03/11

		tués	blessés	
	Usboys / Autres boys	6	x	
	Policiers, armée et collaborateurs	38	67	
	Peuple Afghan	16	x	

Lutte pour la libération du territoire & la victoire de la résistance Afghane

Pertes déclarée des occupants.

US & Isaf

10/03

Un soldat britannique a été tué par une bombe artisanale (IED) hier dans la province du Helmand, dans le sud de l'Afghanistan, a annoncé le ministère britannique de la Défense.

Le soldat a été tué pendant des opérations dans la région de Nad-e Ali. Sa mort porte à 359 le nombre de soldats britanniques tués depuis le début des opérations britanniques en Afghanistan en octobre 2001.

Le soldat participait à une opération contre les insurgés lorsque "son véhicule a heurté un engin explosif improvisé", a déclaré le porte-parole du contingent déployé dans le Helmand, le lieutenant-colonel David Eastman.

AFP

18-03

Un soldat britannique victime de l'explosion d'une bombe artisanale dans le sud de l'Afghanistan a succombé à ses blessures, a annoncé vendredi le ministère britannique de la Défense.

Le soldat a été blessé alors qu'il était en patrouille mercredi dans le district de Nahr-e Saraj, situé dans la province de Helmand. Il a été évacué par hélicoptère vers un hôpital militaire avant d'être rapatrié en Grande-Bretagne, où il est mort

AP

25/3

Deux soldats britanniques ont été tués, par un engin explosif dans le sud du pays. Ils sont morts six jours avant la fin de leur mission.

AP

28-03

Un soldat canadien a perdu la vie au cours d'une patrouille, Le militaire a été tué par un engin explosif alors qu'il patrouillait à pied dans le district de Panjwa'i, situé dans la province méridionale de Kandahar,

AP

Pertes des forces collaboratrice locales - Province non précisée

14-03

Au moins 33 personnes ont été tuées et 42 blessées lundi dans une attaque kamikaze contre un centre de recrutement de l'armée dans le nord du pays,

http://www.lepoint.fr/monde/afghanistan-33-morts-dans-un-attentat-contre-l-armee-dans-le-nord-14-03-2011-1306051_24.php

Détails

Province de Jalalabad

7-3

Une bombe placée sur une route à Jalalabad, dans l'est de l'Afghanistan, a tué deux policiers et blessé 25 personnes lundi,
AP

Province de Nangarhar(orientale)

15/03

Un directeur d'école et un élu local ont été tués par des bombes artisanales aujourd'hui dans l'est de l'Afghanistan, ont annoncé les autorités.

La première a explosé dans l'école dirigée par la victime dans les faubourgs de Jalalabad, la grande ville de l'est afghan, a précisé le porte-parole des services d'éducation de la province du Nangarhar, Mohammad Asif Shinwari. La résistance ont nié être impliqué dans cet attentat qui a eu lieu dans une école pour garçons.

AFP

Province de Paktikâ

28/3

Trois kamikazes se sont approchés du portail des bureaux de l'entreprise Zahir et ont tué le garde. Ils ont ensuite conduit un camion bourré d'explosifs dans le complexe et l'ont déclenché.

Le porte-parole des talibans Zabiullah Mujahid a revendiqué la responsabilité de cette attaque, affirmant qu'elle était l'oeuvre d'un kamikaze qui devait viser une base des forces afghanes et de l'OTAN.

Le secteur est situé près de la frontière pakistanaise et des zones tribales qui servent de refuge aux Résistants. Il a été le théâtre d'une escalade des violences ces derniers mois.

AP

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20110328.FAP6967/attaque-contre-une-entreprise-de-travaux-publics-en-afghanistan-20-morts.html>

Enlèvement

27/03

Une cinquantaine de policiers afghans ont été enlevés lors d'une embuscade tendue dans le nord-est de l'Afghanistan.

AP

4-1 L'Afghanistan en chiffre

Guerre appelée "Enduring Freedom déclenchée en octobre 2001 devenue en mai 2007 : "**Force combinée 82** "

Les chiffres indiqués sont vérifiés par le recoupement des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux & Bassirat.net.

The War in Afghanistan Costs

relève le 30-03 à 10.03

Cost of U.S. War and Occupation of Afghanistan

\$390.843.913.916

1 Les Brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage certaines analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

PS : La publication de l'article doit être vu comme information.

1-1 Le commerce de la mort.

Si elle n'a pas réussi dans sa vocation initiale, la lutte anti-terrorisme de l'Occident, en Afghanistan, a été, au moins, du pain béni, pour les multinationales d'armements. Le quotidien allemand, "Tags Spiegel", l'a évoqué, en faisant allusion à la hausse des exportations des armements des pays occidentaux vers les régions en crise du monde. Dans son reportage, le quotidien allemand a précisé que l'industrie des armements ne s'est jamais porté aussi bien, alors que le moteur du militarisme marche à plein tube. «Encore plus d'armes seront transférées des pays occidentaux, dont l'Allemagne, vers les régions en proie à la crise», peut-on lire, dans le reportage, dont l'auteur rappelle que le commerce de la mort s'est transformé en l'un des plus lucratifs du monde. «L'idée, d'après laquelle, la paix se réalise avec moins d'armes, est devenue un slogan politique simpliste», a constaté l'auteur, insistant sur le fait que les différends et les clashes se multiplient, au fil du temps. «Le monde fait fausse route, comme l'a estimé un des experts militaires des Verts allemands ; l'Allemagne exporte, chaque jour, davantage d'armements vers les régions aux prises avec des crises», déplore l'auteur. Dans ce même contexte, il faut, aussi, évoquer un rapport, préparé, par le centre international "BICC", qui étudie combien d'argent publics du monde se dépensent dans les armées et quel part se sont consacrés les frais militaires du "PIB" des pays. D'après ce même rapport, la Russie dépense la plupart de ses revenus en frais militaires. Les Etats-Unis, qui sont, maintenant, dirigés par le Prix Nobel de la paix, se sont rangés au premier rang, avec 663 milliards de dollars et une part de 43% des frais en armement du monde. Le rapport évoque les frais en armement de 161 pays du monde. Après Washington et Moscou, Berlin est le plus grand exportateur d'armes du monde. Les compagnies allemandes ont, presque, doublé leurs exportations, durant ces cinq dernières années. De même, l'Institut de recherche de la paix de Stockholm a rapporté que la crise financière n'a, non seulement, pas affecté l'industrie des armements du monde, mais encore, les grandes compagnies en armement du monde ont eu, en 2009, un commerce florissant. Ce centre a affirmé que les frais en armement du monde ont doublé, depuis 2002, lorsque le projet de la lutte anti-terrorisme a eu son déclic avec l'intervention en Afghanistan. Il semblerait que l'industrie des armements cherche de nouveaux marchés de vente d'armes, surtout, dans les pays du Tiers-monde, comme l'a averti un homme politique des Verts allemands.

04/03/2011

IRIB

<http://french.irib.ir/analyses/commentaires/item/110119-le-commerce-de-la-mort>

1-2 L'armée américaine a cherché à utiliser des psychologues militaires pour influencer des élus sur l'Afghanistan.

24.02.

L'armée américaine a cherché à utiliser illégalement les services de psychologues militaires pour influencer des parlementaires et de hauts responsables étrangers, dans l'espoir d'obtenir plus de troupes et de fonds pour l'Afghanistan, rapporte jeudi le magazine *Rolling Stone*.

Le journal accuse le général William Caldwell, responsable de la formation des troupes afghanes, d'avoir fait pression l'an dernier sur une cellule de "psy-ops", des militaires normalement chargés d'influencer le comportement de l'ennemi par le biais de la propagande.

Selon le magazine, le général a exigé de cette cellule qu'elle se concentre sur les personnalités venant lui rendre visite en Afghanistan. Parmi celles-ci figuraient, selon le journal, le sénateur John McCain, ancien candidat républicain à la présidentielle, ainsi que ses collègues Joe Lieberman, Jack Reed, Al

Franken et Carl Levin. Rolling Stone cite aussi les noms du chef d'état-major interarmées, l'amiral Mike Mullen, ainsi que le ministre de l'intérieur allemand et l'ambassadeur tchèque en Afghanistan.

Le journal s'appuie sur des déclarations du colonel Michael Holmes, chef de la cellule en question, qui a expliqué que la loi interdisait à ses services de manipuler des Américains. *"Mon travail de 'psy-op' est de jouer avec le cerveau des gens, afin d'amener l'ennemi à agir comme nous le souhaitons. Je n'ai pas le droit de faire ça aux nôtres. Si on me demande d'utiliser ces capacités sur des sénateurs ou des représentants, on franchit la ligne rouge"*, a-t-il déclaré.

Selon le colonel Holmes, son supérieur hiérarchique lui a demandé de réunir des dossiers sur ses visiteurs afin de connaître *"les points sensibles sur lesquels nous pourrions agir afin d'obtenir plus de fonds"*. *"Comment peut-on obtenir de ces types qu'ils nous envoient plus de monde ? Que dois-je leur enfoncer dans le crâne ?"*, aurait demandé le général Caldwell. Selon Rolling Stone, le colonel Holmes s'est ouvert de ses préventions auprès de sa hiérarchie, mais il a ensuite fait l'objet d'une enquête sur son comportement personnel et a reçu *"une réprimande"*.

http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2011/02/24/l-armee-americaine-a-cherche-a-utiliser-des-psychologues-militaires-pour-influencer-des-elus-sur-l-afghanistan_1484802_3222.html

2 Dossiers

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

2-1 CASSE-TÊTE POUR LE FBI, Le terroriste a-t-il un profil-type?

Les spécialistes pensent que le FBI applique des théories réductrices qui ne correspondent pas aux observations du gouvernement.

C'est dans une conjoncture particulière, marquée par de multiples révoltes populaires dans le Monde arabo-musulman où l'on note un rôle très timide pour ne pas dire insignifiant des formations et partis politiques à caractère islamiste, que les Etats-Unis d'Amérique s'appliquent à lancer un débat sur la dérive islamiste.

Aux Etats-Unis, certains cercles tentent de réaffirmer par ce débat que le profil d'un futur terroriste cadre avec le port d'une barbe et l'attachement à la religion musulmane. Des critères complètement dépassés et absolument absurdes pour certaines sources sécuritaires qui confient que la religion et le port de la barbe ne confirment en aucun cas le profil d'un futur terroriste soulignant que les juifs intégristes portent aussi la barbe.

Ce débat continue, en fait, d'asseoir des fausses théories sur des bases peu crédibles. Mais contrairement à ce concept qui vise à stigmatiser les musulmans, un centre de recherche américain indique que le processus menant à la radicalisation demeure très complexe et un cliché typique d'un futur terroriste ne peut pas être déterminé aussi facilement. C'est dire que les Américains sont plus conscients et balayent l'idée de l'assimilation du musulman au terrorisme.

Le Brennan Center for Justice de la New York University, vient de publier un rapport dans ce sens, à la veille même de la tenue par la Chambre des représentants américaine d'une audience très controversée concernant la radicalisation de la communauté musulmane. Dans ce rapport, indique l'AFP, on démonte complètement les conclusions simplistes sur le sujet, intitulé «Repenser la radicalisation» en faisant le point sur la recherche en matière de terrorisme made in USA. Depuis le 11 septembre 2001 le terrorisme menace les USA surtout que ce pays a été la cible de plusieurs tentatives terroristes dont les auteurs sont nés ou naturalisés américains. Dans ce contexte, une spécialiste des libertés civiles des musulmans aux USA, Faïza Patel souligne: «Une opinion peu étayée, réductrice sur «comment les gens deviennent terroristes» a gagné une légitimité injustifiée dans certains cercles antiterroristes» et d'ajouter: «Étant donné le caractère fragmentaire et contradictoire des connaissances, un observateur extérieur peut difficilement évaluer qui a raison dans ce discours ambiant.» La spécialiste ne manquera pas d'indexer le FBI et le Nypd (département de la police de New York) jugeant que leurs théories sont indûment réductrices et ne répondent pas aux observations et notes du gouvernement, ni aux nombreuses études des experts en sciences sociales et en psychologie. Contrairement à ceux-là qui se basent sur une étude plus scientifique fondée à partir d'analyses psychologiques et psycho-sociales, le FBI et le Nypd, «la dérive peut être stoppée dès ses débuts par des agents formés pour déceler les bons signes».

Une théorie qui ne s'aligne pas sur les principes actuels de la lutte antiterroriste, ni avec les nouvelles

donnes intervenues. Pour des sources sécuritaires en Algérie, un futur terroriste peut ne pas avoir de religion. Toutefois, un sentiment de vengeance, un échec, une situation sociale ou une dépression survenue suite à un choc, sont autant de causes qui peuvent faire d'un être humain un terroriste en veille. Cette théorie est évoquée par des services qui jouissent d'une expérience incontestable dans la lutte antiterroriste et ayant pendant 20 ans étudié le profil d'un terroriste. Ces services concluent ainsi que le signe d'une barbe identifiant un musulman comme un terroriste devient complètement absurde. Tenant compte de ce qui précède, Faïza Patel écrira qu'«il n'y a pas de personne-type qui deviendra un terroriste, pas de moyen de prédire l'avenir extrémiste de quelqu'un, et la pratique de l'Islam en elle-même ne conduit pas au terrorisme». Dans ce même contexte, un rapport du ministère de la Sécurité intérieure américain souligne: «Il n'y a pas de trajectoire-type menant à la radicalisation politique (...), la progression ne peut pas être réduite à une série invariable d'étapes de la solidarité vers l'extrémisme» Mais il est toutefois à noter malgré l'incrédibilité de certaines notions, celles-ci continuent par le biais de la police à cibler la communauté musulmane aux USA et la spécialiste prévient: «Il y a un risque que le sentiment par lequel, les forces de l'ordre ciblent injustement les musulmans, ait un impact négatif sur la volonté de certains membres des communautés musulmanes de coopérer avec la police, notamment le FBI, et de le faire savoir dès qu'ils ont un soupçon ou une inquiétude.»

Ikram GHIOUA

10/03/2011

<http://www.lexpressiondz.com/article/5/2011-03-10/87036.html>

2-2 morice : En Afghanistan comme au Pakistan, les U.S.A. fabriquent les terroristes qu'ils prétendent ensuite combattre...

Il existait donc un Michael Headley bis...

... et il vient de se faire pincer au Pakistan, après une conduite assez extravagante qui ne cesse d'interpeller tous les observateurs. L'homme qui a été arrêté en effet à Lahore fin janvier dernier révèle en effet toutes les turpitudes des actions secrètes menées par la CIA et ses agents déguisés en mercenaires depuis des années dans le secteur. L'affaire Raymond Davis est en effet emblématique du jeu malsain entretenu dans une partie du monde qui est une pétaudière en puissance.

L'homme, après avoir tué de sang froid en pleine rue deux pakistanais qu'il estimait menaçants, et être l'auteur d'un troisième décès indirect quand un fourgon de l'ambassade s'est rué dans la foule pour venir l'en extraire est en effet aujourd'hui dans de beaux draps. Arrêté par la police locale, il a été obligé de reconnaître qu'il travaillait bien pour Xe, à savoir Blackwater, et que sa principale occupation, outre d'aller repérer les cibles des tirs de Prédators, consistait aussi à avoir des liens fort privilégiés avec des groupes terroristes tel le Lashkar-e-Taïba (*), celui-là même qu'avait rencontré à plusieurs reprises Michael Headley, très certainement lui aussi membre de la CIA, rapatrié en express, jugé de façon expéditive et condamné à la perpétuité... comme d'autres l'ont été auparavant, et dont on n'a plus aucune nouvelle depuis des années. Davis faisait effectivement le même travail que ce lui à qui on a imputé la responsabilité des attentats de Mumbai : autrement dit, son arrestation par la police pakistanaise est à prendre très au sérieux. Ce que fait aussi l'administration d'Obama, qui multiplie les contacts de haut rang pour le sortir de ce pétrin. L'affaire Davis est tout simplement révélatrice, trop révélatrice dirions-nous.

Tout ceci sent la plus complète fabrication : dans le Wall Street Journal, dans la sphère Murdoch depuis 2007, l'un des deux seuls quotidiens nationaux, on va aller assez loin en décembre 2008 pour tenter de dresser un tableau assez apocalyptique du mouvement terroriste, tout en minimisant les contacts réguliers qu'à pu avoir avec lui Headley, et en faisant le groupe ayant accueilli l'australien devenu résistant David Hicks, l'homme à la chaussure piégée, Richard Reid et Dhiren Barot, un indien converti aux thèses islamistes ayant préparé des attentats en Angleterre. Mais ce ne sont pas eux qui sèment le plus le doute dans cette histoire (quoique la thèse de la chaussure qui explose de Reid passe encore aujourd'hui pour une tentative grotesque davantage que pour une menace réelle d'attentat). Non, pour diaboliser au maximum le mouvement, le Wall Street Journal va faire du Lashkar-e-Taïba le groupe qui a aussi hébergé un autre "terroriste", caché dans une maison-refuge à Faisalabad au Pakistan, explique doctement le journal. Or, on sait aujourd'hui que Zubaydah n'avait que fort peu à voir avec Al-Qaida. La preuve : on a même jugé qu'il n'en n'avait jamais fait partie. Résultat, la charge s'effondre : en tentant de

diaboliser le groupe, on pensait faire de même avec Headley, pour mieux l'escamoter après, discrètement. Patatras, ça s'effondre : Zubaydah n'a jamais été un ponton d'Al-Qaïda !

L'homme a pourtant été présenté pendant des années comme étant le possible N°3 d'Al-Qaïda, ou même comme l'avait affirmé John B. Bellinger III, "un planificateur du 9 / 11"... ou comme l'avait décrit Bob Grenier "Abu Zubaydah a été un entraîneur, un recruteur, comprenez un fabricant de bombes, un faussaire, un logisticien, et quelqu'un qui a fait les choses se passent, et qui a fait fonctionner Al-Qaïda"... ce même Grenier refusant quelques années plus tard de reconnaître l'usage de mercenaires au sein de la CIA... au Pakistan, notamment. Je vous avais aussi décrit ([ici](#) et [là](#)) les dires d'un autre menteur en chef : Donald Rumsfeld, qui n'hésitait pas à faire dans l'emphase absolue à son propos : "Je ne pense pas qu'il existe le moindre doute qu'un homme nommé Abu Zubaydah soit un proche associé d'Oussama ben Laden, et si ce n'est pas le numéro deux, il est très proche du numéro deux dans l'organisation. Je pense que c'est bien établi" déclare-t-il, en ajoutant qu' Abu Zubaydah a été "un très haut responsable d'Al Qaïda qui a été intimement impliqué dans une série d'activités pour Al-Qaïda.". Zubaydah, torturé au point d'en devenir à demi-fou, avait en fait avoué tout ce qu'on voulait lui faire dire. Tout ce qu'on avait pu trouver sur lui de compromettant était d'avoir été présent dans le même camp (celui de Khalden) que celui où sévissait Ali Abdul Saoud Mohamed, alias Ali Mohamed, l'employé de la CIA formé à Fort Bragg, disparu depuis sa condamnation... comme Michael Headley, quel hasard ! En mars 2009, Zubaydah sera lui aussi jugé... et la justice américaine déclarera qu'il n'a eu "aucun rôle direct ou n'a fait progresser la connaissance des attaques terroristes du 11 Septembre 2001, "et qu'il n'était ni un "membre " d'Al-Qaïda, ni "officiellement lié à l'organisation terroriste"... Zubaydah proprement sorti du discours habituel "membre éminent d'Al-Qaïda", que reste-t-il d'Al-Qaïda et des accusation du Wall Street Journal ? Une peau de chagrin. Qui se réduit de jour en jour. En revanche, on découvre que des agents de la CIA ont depuis des années des contacts avec des groupuscules terroristes, dont celui rendu responsable de l'attentat de Mumbai. Après Michael Headley, sorti de son implication par une condamnation express d'où la presse a été exclue, voici que l'on tombe aujourd'hui sur son clone. Un dénommé Davis, dont le nom avait déjà été cité, mais avec un autre prénom, en 2008, pour les mêmes soupçons déjà et la même appartenance à Blackwater. Je vous ai déjà évoqué la situation ici-même. Craig ou Raymond, les deux profils d'espions sont strictement les mêmes. Et Davis comme Headley entretenait des liens avec le Lashkar-e-Taïba. Bref, il y a de fortes chances pour qu'on aie affaire au même individu et que son rôle consistait aux mêmes activités que celles que pratiquait Headley.

Au Pakistan, la CIA joue donc avec le feu depuis plus de quarante ans maintenant. Un homme y est devenu indispensable le même qui était à l'origine du soutien aux pires dictatures d'extrême droite "Hier, on apprenait que celui que Negroponte avait chouchouté venait d'être inculpé dans l'assassinat de Benazir Bhutto, imputé lui aussi au départ à...Al-Qaïda (lire ici ce que j'avais écrit sur Musharraf... et Negroponte). J'avais à l'époque démonté la thèse du jeune islamiste comme auteur de l'attentat. La leader rentrée d'exil avait bien reçu deux balles (sur trois tirs entendus) dans la tête et n'était pas morte des suites d'une explosion. La thèse de Musharraf. Hier je vous révélais les doutes sur l'assassinat de Sadate, où l'un des conjurés n'était autre que le fournisseur d'armes de Ben Laden, qui sortait tout droit de Fort Bragg ou de School of the Americas, alors que l'attentat avait été imputé aux islamistes proches du second d'Al-Qaïda. Aujourd'hui, ce sont ceux sur le décès de Bénazir Bhutto qui resurgissent. Les pakistanais, en 2008 avaient déjà découvert une chose fondamentale, vous avais-je dit. Qu'avaient-ils découvert ? Des choses bien particulières : "en mai, un diplomate américain a été pris sur le fait d'organiser une réunion entre un espion indien soupçonné et des fonctionnaires pakistanais, des seniors, dans l'intimité de sa maison. En juin, lorsque les fonctionnaires pakistanais ont fait face à Washington avec des preuves que les terroristes au Pakistan possédaient des armes américaines sophistiquées, les médias américains ont rapidement répondu en laissant sortir des histoires sur l'absence d'armes américaines dans des centres de formation des États-Unis en Afghanistan. Et maintenant, les rapports confirment que le sale bras du gouvernement des États-Unis - les mercenaires de Blackwater - se sont infiltrés dans les régions sensibles du Pakistan" notait le même Quraishi. C'était quoi ces armes "sophistiquées" ? Des bombes au cyclotriméthylènetrinitramine, plus connu sous le nom de RDX, ou T4, un composant militaire comme celles ayant explosé... en Inde le 29 septembre 2008 à Malegaon et où était impliqué un officier de haut rang indien, le Lt Col Srikant Purohit. Arrêté, ce dernier avouera

avoir fourni la bombe au RDX de l'attentat de 2007 du Samjhauta Express, qui avait tué 68 personnes, en majorité Pakistanaïses... Headley n'est vraiment pas loin !!! Pas loin du tout."

Tout cela a été décrit par le détail dans le livre "Obama's Wars" de Bob Woodward du Washington Post, qui évoque l'entretien d'une véritable armée privée de mercenaires, et ce depuis 2002 environ, à savoir très tôt après l'invasion de l'Afghanistan. Des mercenaires chargés des attaques par drones, les mercenaires de Blackwater, comme l'avait avoué Léon Panetta (pour disculper encore une fois la CIA !). "Le gouvernement pakistanaïse, tout en condamnant officiellement ces attaques, en a été entièrement complice. Le livre de Woodward décrit une réunion entre l'ancien directeur de la CIA, le général Michael Hayden et le président pakistanaïse Asif Ali Zardari en novembre 2008 et au cours de laquelle les attaques par drones furent discutées. On rapporte que Zardari a pressé la CIA de continuer ses attaques, disant : « Vous vous faites du souci pour les dégâts collatéraux. Moi, cela ne me cause pas de souci. » Les révélations faites dans le livre Obama's Wars ajoutent à la crise du régime Zardari, généralement détesté tant pour sa réponse extrêmement inadéquate aux inondations dévastatrices qui touchent le Pakistan, que pour sa collaboration avec la guerre des Etats-Unis en Afghanistan", écrit Tom Peters. Avoir recours à une firme privée de mercenaires pour armer les drones était un paravent parfait. En cas de problèmes ; la CIA serait automatiquement blanchie. On suppose que de l'autre côté le risque pris a dû être l'objet d'un tarif assez mirobolant accordé par le Pentagone...

Cela, et aussi la fourniture d'armes en provenance de l'Afghanistan, et pas en provenance des résistants : "Les fonctionnaires pakistanaïses ont recueilli ces derniers mois des tas de preuves qui suggèrent que les terroristes à l'intérieur du Pakistan ont reçu et continuent à recevoir des armes et un approvisionnement continu en argent ainsi que des formateurs provenant de sources inconnues, mais hautement organisées en Afghanistan. Un nombre important de ces armes est de fabrication américaine et israélienne. Les Indiens ont également de façon notoirement reconnue fourni des armes à des terroristes au Pakistan" écrivait le journaliste indépendant Ahmed Quraishi.

C'est bien pourquoi également tout sera donc fait, dans les semaines à venir, pour minimiser le rôle de ce Davis aux prénoms changeants et à l'étrange comportement. Un homme aussi lié à l'ambassade US de Karachi, au Pakistan, devenue aussi grosse que celle d'Irak, comme l'était Headley, dont une des compagnes avait dénoncé à l'ambassade indienne ses activités douteuses sans qu'il ne soit pour autant inquiet. Plus on s'achemine, et plus on découvre que celui qui vient de se faire condamner à mort en Inde, Mohammed Ajmal Amir Kasab, le seul survivant du lot de drogués à la coke et aux amphétamines qui avait attaqué à Mumbai est bien le dindon d'une farce qui a été décidée et gérée lors des nombreuses visites d'Headley au Lashkar-e-Taïba. Headley, devenu inspecteur de la DEA, voyageant sans aucune contrainte dans le pays, et qui lors de son avant dernier périple avait visité des sites potentiels en compagnie d'un autre couple dont on n'a toujours pas retrouvé trace. Il s'appellerait Davis que ça ne serait plus qu'une demi-surprise aujourd'hui.

Headley maître d'œuvre à Mumbai, et Davis à Rawalpindi, à deux pas d'Islamabad ? C'est possible aussi : car le service d'ordre recruté par Bhutto était celui de... Blackwater, après qu'elle ait elle-même hésité à engager des gens d'Armor Group. L'homme qui avait révélé l'emploi de Blackwater était Rob Richer, ancien de la CIA et très proche du faucon Porter Goss, travaillant depuis pour... Blackwater. Richer avait même prévu la sortie d'un communiqué accusant un membre d'Al-Qaida (ce qui sera effectivement fait !) si un attentat se produisait, afin de masquer le nom de Blackwater, révèle en septembre 2010 le journaliste Jeremy Scahill ! J'avais à l'époque relevé l'inanité du lien entre Al-Qaida et l'assassinat de Bhutto.

La thèse officielle voulant qu'elle n'ait pas été atteinte par balles, mais morte le crâne fracassé en retombant dans sa voiture après une explosion de kamikaze. Si pas de kamikaze présent, pas d'islamiste à accuser, en effet ! Or, des vidéos retrouvées dès fin 2007 démontrent clairement qu'elle a bien été atteinte en pleine tête de deux balles, sur trois tirs effectués (et clairement entendus) à quelques mètres de sa voiture, les gardes de Blackwater laissant ouvertement libre un côté pour une fenêtre de tir évidente. Bhutto, qui avait des liens elle-même avec des islamistes, mais qui avait eu le tort d'affirmer qu'elle savait qui avait tué Ben Laden. Selon la presse, Bhutto aurait tenté de se trouver une autre protection après un premier attentat raté dont elle avait échappé de peu. En prenant contact avec... la CIA, paraît-il. Beaucoup de gens sont impliqués dans le mensonge sur sa mort, y compris Scotland Yard qui avait promis une enquête impartiale, Musharraf qui a fait nettoyer au Karcher la scène du crime le

lendemain même de l'attentat... et même le mari de Benazir Bhutto, Asif Zardari, qui avait refusé l'autopsie.

Le cas Davis, décrit désormais clairement aux USA comme un espion, prend donc de l'ampleur, au fil du temps, avec notamment l'arrestation d'Aaron Dehaven, un second américain, travaillant lui pour la société Catalyst Services, ayant des contrats avec le Pentagone. Encore un bon poisson de pêché semble-t-il : Dehaven a épousé une femme de la province de Khyber Pakthunkhwa, juste à la frontière de l'Afghanistan et il parle un Urdu parfait paraît-il : c'est suffisamment rare dans les services US pour être noté. Selon des informations, il travaillerait pour un dénommé Hunter Obrikat, de Sig Import, ayant son adresse à Charlotte, en Caroline du Nord. Un importateur de tapis pakistanais situé à Peshawar, qui représente le paravent parfait pour ce genre d'opérations ! Davis est bien un clone d'Headley : la presse pakistanaise a révélé qu'il avait dans son téléphone portable au moins 27 contacts avec des résistants pakistanais, dont un groupe sunnite appelé le Lashkar-e-Jhangvi, lié au Harakat ul-Mujahidin, le groupe de Masood Azhar à l'origine de la création du Jaish-e-Mohammed (ou JeM). Le groupe qui en 2001 avait attaqué le parlement à New-Delhi, en conjonction avec le... Lashkar-e-Taiba ! On est bien sur la même sphère de contacts qu'avait Michael Headley.

Comme le précisait un excellent texte de septembre 2009, de USAID à Xe, le chemin est parfois plus court qu'on ne croit ! "*Est-ce que l'aide américaine vient avec des ficelles attachées derrière ?*" dit la légende d'une photo où l'on voit l'Ambassadrice US au Pakistan, Anne Patterson, remettre symboliquement un plat hallal au Lt-Général Nadeem Ahmed, de l'armée pakistanaise... En fait, l'importateur de tapis servant de paravent à Davis à pour adresse Charlotte en Caroline du Nord. C'est de la même ville qu'est édité le journal de propagande "Jihad Recollections", pro-Al-Qaida, édité par Al-Fursan Media Foundation (Samir Khan). Un journal pro-terrorisme islamiste présenté comme "*le Vanity Fair d'Al-Qaida (?)*" qui ne parle que l'américain : droit dans la ligne de la propagande façon Rita Katz ! D'ailleurs, pour le prouver, on a ressorti un "expert" pour venir le décrire, ce magazine de papier glacé parlant du djihad entièrement en américain : "*Ceci est conçu pour les Américains* », explique l'expert en terrorisme Steven Emerson, fondateur du ronflant "*l'Investigative Project on Terrorism*" à Washington, DC, et auteur du livre « *Jihad américain : Les terroristes vivent parmi nous* » explique sans sourire Fox News... Plus personne ne se fait aujourd'hui d'illusions, pourtant, sur Emerson... fondateur avec Rita Katz du SITE Group ! Une enquête, menée par le journal TheTennesean a constaté qu'en fait "*Emerson est un membre éminent d'une industrie de plusieurs millions de dollars de soi-disant experts qui sèment la haine envers les musulmans dans les livres et les films, sur des sites Web à travers les apparences et la parole*"... Ceux qui agitent constamment les chiffons rouges... pour en vivre grassement ! Richter, lui, activant le spectre des espions économiques ! Pour en vivre également, bien entendu ! En France on a les mêmes, "d'experts", dont celui qui est venu nous expliquer doctement que les deux otages du Niger tués avaient été choisis car l'un d'entre eux allait épouser une musulmane ! Alors que c'étaient les deux les plus proches de la porte du petit restaurant où ils étaient attablés ! Le problème Davis est devenu suffisamment grave pour que mardi 22 février le général pakistanais Ashfaq Kayani (ici avec Musharraf) rencontre une délégation de généraux US menés par Mike Mullen en personne, discrètement... à Oman. "*Afin de "mieux coordonner" leurs opérations contre les islamistes, selon un communiqué militaire pakistanais*" nous apprend la presse ; on n'y croît pas une seule seconde (et encore moins avec la une de Time sur Kayani "homme de l'année" potentiel de 2010 !) ! Le débat à nécessairement porté sur le sort de Davis, monnaie d'échange à très forte valeur ajoutée pour l'ISI. Sans s'en apercevoir, les américains accèdent ainsi la thèse de cette même ISI ; comme quoi Davis est bien un gros, très gros poisson. Cet "Headley bis" représente pour eux un danger extrême : celui de voir les activités de la CIA dans la région mises au grand jour. Et si l'on remonte la filière, qui croise le parcours à la fois de Michael Headley et de Raymond-Craig Davis (**), une chose est sûre, cette activité n'est pas bonne à révéler. Elle conduit en effet directement aux attaques de Mumbaï et à d'autres attentats sanglants en Inde !

(*) jugé par les américains eux-mêmes "une menace aussi grande que celle d'Al-Qaida" selon le défunt Richard Holbrooke ! "*Lashkar-e-Taiba, Al-Qaïda et la résistance travaillent plus étroitement qu'autrefois. Les groupes terroristes souhaitent créer une crise entre New Delhi et Islamabad*", a confié M. Holbrooke aux médias locaux, en marge d'un séminaire sur la sécurité en Asie du Sud qui s'est tenu à New Delhi" avait-il déclaré en juillet 2010. Les "terroristes"... ou la CIA ?

(**) car en 2008, déjà un Davis répondant au prénom de Craig avait lui aussi été soupçonné du même rôle au Pakistan, lui aussi travaillant pour Blackwater et lui aussi auteur d'activités d'espionnage sous couvert de faire partie d'une association humanitaire, appelée CAII.

En complément, on peut relire :

sur Mumbai :

1) <http://www.agoravox.fr/actualites/i...>

2) <http://www.agoravox.fr/actualites/i...>

3) <http://www.agoravox.fr/actualites/i...>

4) <http://www.agoravox.fr/actualites/i...>

<http://www.agoravox.fr/tribune-libr...>

Sur Michael Headley :

<http://www.agoravox.fr/tribune-libr...>

<http://www.agoravox.fr/tribune-libr...>

<http://www.agoravox.fr/tribune-libr...>

Par morice

Mardi 1er mars 2011

8 mars 2011

Olivier MONTULET

2-3 Tara Mckelvey : A l'intérieur de la machine à tuer (In the killing machine).

Cela paraît presque obscène de se préoccuper des états-d'âme de John Rizzo, le juriste de la CIA qui, au cours de sa carrière, a donné son feu vert à l'exécution par drones interposés de dizaines, voire de centaines d'hommes suspectés de terrorisme au Pakistan ou en Afghanistan.

On aimerait plutôt donner la parole aux familles de victimes pour qui la mort est tombée du ciel en un instant.

Pourtant cet article de *Newsweek*, traduit et publié par *Le Nouvel Obs*, nous en apprend un peu plus sur les processus de décision au sein de la CIA dans sa lutte hyper-technologique contre les "menaces terroristes" depuis 2001, et sur le cynisme de ces gens qui semblent avoir le droit de vie ou de mort sur n'importe quel quidam à l'autre bout de la Terre.

A l'intérieur de la machine à tuer.

Le président Obama a ordonné un nombre record de frappes de Predator.

Voici un entretien exclusif avec un homme qui ratifiait les "opérations létales".

C'est une pièce banale dans un immeuble de bureaux de la Virginie du nord. L'endroit est bourré d'écrans d'ordinateurs, de claviers et de cartes. Quelqu'un est assis à son bureau, la main sur une manette. John A. Rizzo, à cette époque directeur juridique de la CIA, se tient non loin, avec d'autres employés de l'agence. Ensemble, ils observent des images sur un écran où l'on voit un homme et sa famille conduisant sur une route à des milliers de kilomètres de là. Le véhicule ralentit, l'homme descend.

Quelques instants plus tard, une explosion remplit l'écran, l'homme est mort. "*Les choses étaient menées de façon très professionnelle*", raconte Rizzo. Un drone aérien vient d'exécuter l'homme, terroriste de haut rang présumé, après qu'il eut quitté sa voiture. Les membres de sa famille ont été épargnés.

"*L'agence était très pointilleuse à ce sujet*", ajoute Rizzo. "*Ils s'efforçaient de minimiser les dommages collatéraux, et notamment sur les femmes et les enfants*".

Le public est au courant depuis un certain temps des grandes lignes du programme d'exécution de présumés terroristes par la CIA — y compris de la façon dont les Etats-Unis se servent de drones pour tuer les militants résistants et d'Al-Qaïda au Pakistan. Mais le processus exact par lequel on désigne qui doit être traqué et "*réduit en miettes*", comme le dit Rizzo, n'avait jamais été rapporté jusqu'ici. Un coup d'œil sur la bureaucratie impliquée dans ces opérations révèle une organisation méthodique, dotée de plusieurs couches, dirigée par un corps de fonctionnaires exécutant leurs tâches de façon professionnelle. Et pourtant, le fait que Rizzo fut impliqué dans des "*assassinats*", comme il le dit parfois, et que ces opérations aient été planifiées à l'avance, de façon formaliste, pose un certain nombre de questions. Plus d'un an après son départ du gouvernement, **Rizzo**, homme élégant de 63 ans, portant barbe, boutons de manchette et une cravate jaune pâle, s'est entretenu avec nous dans un restaurant de Washington de son rôle dans les "*opérations létales*" de la CIA autour d'un Côtes-du-Rhône et d'un steak. Parfois,

Rizzo prend un ton cavalier. *"À la base, c'est une liste de types à buter"*, dit-il. Puis, il pointe un doigt sur mon front et fait semblant de presser la détente. *"Le Predator est l'arme de prédilection, mais ça pourrait tout aussi bien être quelqu'un qui vous colle une balle dans la tête"*.

Le nombre de ces assassinats, principalement exécutés sur le territoire pakistanais par des Predators, a considérablement augmenté sous l'administration Obama, et ces actions secrètes font aujourd'hui partie intégrante de la stratégie antiterroriste des Etats-Unis.

La façon dont les agents de la CIA sélectionnent les cibles de ces opérations létales est un processus relativement simple, et pourtant largement ignoré. Le président n'est pas informé de chacun des noms. Rizzo explique qu'il était lui-même en charge des autorisations. A Washington, on parle d'une *"liste de cibles"*, termes employés par l'ancien sous-secrétaire d'état Richard Armitage pour décrire le processus lors d'une récente réception à Washington. En réalité, cependant, il n'existe probablement pas à la CIA de liste de gens destinés à mourir. *"Je n'ai jamais vu de liste"* indique un officiel du Département d'État ayant participé à des discussions sur les opérations létales, parlant anonymement en raison du sujet abordé. À la CIA, les responsables choisissent des cibles à *"neutraliser"*, indique-t-il. *"Il s'agit d'individus que nous recherchons et dont nous venons à penser qu'ils constituent une menace qu'il vaut mieux à présent neutraliser"*.

L'armée et la CIA partagent souvent les mêmes cibles — Oussama Ben Laden, par exemple — mais s'occupent de régions du monde distinctes. Parfois, ils font équipe — où même travaillent l'un pour l'autre. Lorsque l'ancien officier de la CIA Henry A. Crumpton était en Afghanistan après le 11 septembre, lui et le Général Stanley McChrystal — ancien chef du Commandement unifié des Opérations Spéciales, une unité militaire secrète — travaillaient en étroite collaboration, ainsi que leurs subordonnés. *"Certains des gens que je connaissais, et qui travaillaient pour moi, sont partis travailler pour lui, et vice versa"* se souvient Crumpton. D'après des experts de l'anti-terrorisme, le président Obama et ses conseillers sont en faveur d'une approche plus agressive pour des raisons pratiques — les responsables gouvernementaux préfèrent éliminer les terroristes présumés plutôt que de les capturer. *"Depuis qu'en raison de la situation politique et légale des Etats-Unis les techniques d'interrogatoires agressives ont de toute façon été remises en question, il est devenu moins intéressant de capturer plutôt que de tuer"*, écrit Kenneth Anderson de l'American University dans un essai sur la question que les responsables de la Maison Blanche d'Obama ont abondamment compulsé. *"Et si l'on a l'intention de tuer, on le fera de préférence de loin, afin d'éliminer les problèmes de reddition, potentiellement embarrassants"*.

Pour défendre cette approche brutalement pragmatique, les responsables de l'administration arguent que les frappes aériennes menées au moyen de drones permettent d'éliminer des militants d'Al-Qaïda et réduisent ainsi les probabilités d'une nouvelle attaque terroriste. Ils prennent également garde à rassurer le public sur la question de la légalité de ces assassinats. Lorsque *Newsweek* s'est adressé au gouvernement en vue d'obtenir un commentaire, un responsable nous a déclaré, sous couvert de l'anonymat du fait de caractère sensible de la question : *"Ces opérations anti-terroristes sont menées dans le strict respect de la législation américaine et du cadre juridique fourni par le Département de la Justice"*.

Comme l'explique Bruce Riedel, ancien cadre de la CIA, *"sur ce point, on n'est plus au jardin d'enfants : on le fait depuis 2001, en suivant un protocole aujourd'hui parfaitement établi"*.

Un article du *Los Angeles Times* décrit un jour John Rizzo comme *"le juriste de carrière le plus influent de l'histoire de la CIA"*, et il est certain qu'il en sait plus que quiconque au gouvernement sur les aspects légaux des assassinats ciblés menés par la CIA. C'est pourtant quasiment par accident qu'il est entré dans le monde de l'espionnage. Diplômé en droit de l'université George Washington, il vit dans la capitale dans les années soixante-dix lorsqu'est publié le rapport de la commission Church sur les tentatives d'assassinat par la CIA de leaders étrangers. Rizzo y voit une opportunité : *"Vu l'ambiance, ils vont avoir besoin d'avocats"*. Il décroche peu après un emploi à la CIA.

Quelques décennies plus tard, alors que s'intensifient à la CIA interrogatoires et opérations létales dans la foulée du 11 septembre, Rizzo se retrouve lui-même au centre de la controverse. Il est, selon ses propres mots, *"plongé jusqu'aux yeux"* dans le programme du Président Bush d'interrogatoires améliorés menés dans les *"black sites"*, prisons secrètes situées en Afghanistan et d'autres pays. John C. Yoo, juriste du Département de la Justice, rédige en août 2002 le fameux *"mémo sur la torture"* en réponse à une demande de clarification de Rizzo quant aux techniques pouvant être appliquées aux détenus. Rizzo

espérait accéder au poste de directeur juridique de l'agence, une idée devant laquelle les membres de la commission du renseignement du Sénat ont regimbé en raison de son rôle dans l'autorisation des interrogatoires. Rizzo prend sa retraite en 2009.

On peut parfois déceler de la vantardise chez Rizzo. "*Combien de professeurs de droit ont déjà signé un ordre d'exécution ?*" demande-t-il. Aussi vite, il insiste sur le soin apporté aux travaux préparatoires, et indique avoir senti qu'il était important d'assister à l'exécution de certains de ces terroristes de haut rang présumés par le biais des images en direct diffusées dans les bureaux de la CIA. "*Il était important pour moi que ce soit fait le plus proprement possible*", explique-t-il.

Proprement, mais néanmoins complexe d'un point de vue éthique. Rizzo s'est parfois trouvé assis à son bureau au septième étage de l'immeuble de la CIA en question, devant un câble évoquant un terroriste présumé, se demandant quel jugement ses parents irlando-italiens porteraient sur les nouvelles tâches qu'on lui avait confiées.

Après que le Président Bush eut donné à la CIA l'autorisation de traquer les combattants d'Al-Qaïda, suite au 11 septembre, "*on a toujours eu recours à des juristes. Ils étaient toutefois très bons — très agressifs, très utiles, en fait*", raconte Crumpton. "*Ils nous aidaient à comprendre le droit international et les problèmes transfrontaliers, et clarifiaient pour nous certains termes de la directive présidentielle*". Aux termes d'un nouveau décret de George W. Bush, signé plusieurs années plus tard, il devint possible de prendre pour cible un certain nombre de gens travaillant dans des camps terroristes, au-delà des terroristes présumés identifiés. Dès lors, le nombre de candidats potentiels examinés par les juristes de la CIA allait considérablement augmenter. En dépit du secret entourant ces ordres, leur objectif apparaît clairement. "*Les pouvoirs conférés par ces directives présidentielles sont certainement les plus radicaux, les plus létaux, depuis la création de la CIA*" déclarait à une commission de la chambre des représentants William C. Banks, directeur de l'Institut pour la Sécurité Nationale et l'Antiterrorisme de l'Université de Syracuse.

Le centre névralgique de ces assassinats ciblés est le *Counterterrorist Center* de la CIA où des juristes — une dizaine environ, selon Rizzo — rédigent des câbles affirmant que tel ou tel individu constitue une grave menace pour les Etats-Unis. Les câbles de la CIA sont juridiquement formalistes, argumentés avec soin, et peuvent souvent faire jusqu'à cinq pages. Michael Scheuer, qui a été à la tête de l'unité Oussama Ben Laden de la CIA évoque un "*dossier*" ou "*document de deux pages*" accompagné d'une annexe apportant les données sous-jacentes, au cas où quelqu'un voudrait les consulter intégralement. "*Le dossier*", dit-il, "*passait par les juristes, qui prenaient la décision. Ils étaient très pointilleux*". Parfois, selon Scheuer, la barre était placée trop haut. "*Très souvent, il s'en est ensuivi des opportunités manquées. Alors l'idée selon laquelle des gens se sont fait tuer sur la seule base d'un soupçon... J'aurais bien aimé que ce soit vrai. Si ç'avait été le cas, il y aurait moins de méchants encore vivants*". Parfois, se souvient Rizzo, les preuves accumulées contre tel ou tel individu étaient trop minces et au département juridique, les supérieurs déclaraient aux subordonnés : "*Votre dossier n'est pas assez solide*". "Parfois", explique Rizzo, "*la justification était qu'on pensait que l'individu en question avait assisté à une réunion. C'était trop faible*". Le mémo était renvoyé à l'étage du dessous.

Les câbles qui étaient "*prêts à l'emploi*", comme le dit Rizzo, se terminaient par les mots suivants : "*En conséquence permission requise pour engager une opération létale contre la cible*". Suivait un espace pour la signature du directeur juridique, suivi du mot "*accord*". Rizzo indique qu'il voyait passer environ un câble par mois, et qu'il se trouvait toujours environ trente personnes ciblées. Nombre d'entre elles ont été tuées, mais pas toutes : "*Les numéros 1 et 2 du hit-parade sont toujours en circulation*", confirme Rizzo, parlant de "*qui-vous-savez et de [Ayman al-] Zawahiri*", un des principaux leaders d'Al-Qaïda. Comme l'ont souligné les critiques de l'administration, les responsables du gouvernement doivent respecter une procédure bien plus stricte pour obtenir la permission de mettre quelqu'un sur écoute dans ce pays que pour faire de quelqu'un la cible d'une opération létale à l'étranger.

Rizzo semble amer devant le fait qu'il ait été critiqué, ainsi que d'autres cadres de la CIA, pour avoir autorisé sous l'administration Bush des interrogatoires brutaux, alors qu'on ne s'émeut que très peu du rythme plus rapide des opérations létales sous Obama (de 2004 à 2008, Bush a autorisé 42 frappes de drone, selon la *Fondation New America*. Le nombre a plus que quadruplé sous Obama — 180 lors du dernier décompte).

Les détenus, dans l'ensemble, ont survécu, observe Rizzo. Ce qui bien souvent aujourd'hui n'est pas le cas des présumés terroristes de haut rang.

D'autre part, en dépit des contrôles bureaucratiques, la réalité n'est pas toujours aussi précise. En décembre, la population a défilé dans les rues d'Islamabad pour protester contre les frappes et exprimer son soutien à un résident du Waziristan, Karim Khan, dont le fils et le frère avaient été tués en 2009 lors d'une frappe et qui a depuis intenté un procès contre les Etats-Unis, imputant leur mort à un responsable de la CIA.

Les responsables gouvernementaux insistent sur le fait que les assassinats ciblés reposent sur des bases légales solides, ce que contestent nombre d'universitaires. À l'université de Georgetown, Gary Solis, auteur d'un Code du Conflit Armé, affirme que les employés qui à la CIA manoeuvrent des véhicules aériens sans pilote sont des civils directement engagés dans des hostilités, agissements qui font d'eux des "combattants illégaux", pouvant à ce titre éventuellement être poursuivis.

Rizzo travaille actuellement à ses mémoires. Il ne parle pas de la moralité de ce qu'il a fait — ce n'est pas son genre — mais depuis quelque temps, il cherche à affronter les implications du travail meurtrier qui fut le sien, et que d'autres continuent à exécuter dans cet immeuble de bureaux, en Virginie.

Tara Mckelvey

Newsweek, le 13 février 2011

11 mars, 2011 by GeantVert

paru dans Newsweek, le 13 février 2011

Traduction David Korn pour Le Nouvel Obs

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

3-1 Des policiers changent de camp...

Un groupe de policiers afghans formés récemment et constitué d'habitants de différentes provinces, est passé du côté des résistants dans la province Sary Pul (nord), a annoncé mercredi aux journalistes le chef de la police locale, le général Assadulla Shirzad.

Selon lui, l'incident s'est produit il y a quelques jours dans le district de Sayyad, lorsque toute l'équipe d'un poste de contrôle routier a disparu.

Le porte-parole des résistants, Youssouf Ahmadi, a annoncé par la suite aux journalistes que dix policiers afghans avaient "réintégré la résistance, apportant avec eux une mitrailleuse, huit Kalachnikov, des talkie walkies et trois motos".

Selon l'agence afghane Pajwak, qui se réfère aux anciens des tribus de la province, les policiers déserteurs avaient combattu, il y a deux mois, aux côtés des résistants pour se joindre ensuite aux forces gouvernementales. Ils ont à présent réintégré les unités de résistants.

Les observateurs indiquent qu'il s'agit d'une pratique courante pour les insurgés. En hiver, ils rejoignent massivement les forces gouvernementales pour pouvoir passer les mois les plus froids au sein de leurs familles. A l'arrivée du printemps, ils prennent avec eux les armes, l'uniforme et les denrées gratuitement distribués par le gouvernement et s'en vont pour "combattre les forces d'occupation et leurs marionnettes".

L'armée canadienne commence à envisager la possibilité d'armer les villageois du district de Panjwaï, dans la région de Kandahar, une tactique ayant aidé à réduire la violence lors de la guerre d'Irak, mais critiquée pour les risques d'infiltration des insurgés.

Le programme de la police locale afghane, lancé par le président Hamid Karzaï vers la fin du mois d'août, est une mesure où des villageois sont armés et formés pour assurer la sécurité de leurs communautés.

Il s'agit d'un coup de dés qui, espèrent les commandants militaires de l'OTAN, encouragera les habitants à combattre la résistance, tels certains villageois irakiens lorsqu'ils se sont opposés à Al-Qaïda lors du Réveil sunnite.

Le plus important officier militaire canadien en Afghanistan, le brigadier-général Milner, a déclaré que le programme pourrait bientôt être mis sur pied dans la Corne de Panjwaï, la zone ouest du district servant traditionnellement de tremplin pour les attaques d'insurgés dans la ville de Kandahar. Le mois dernier, des responsables du gouvernement afghan et des officiers militaires haut placés, incluant le brigadier-général Milner, ont rencontré environ 200 anciens dans le centre du district de Panjwaï lors de ce qui est connu comme une «visite de validation», pour confirmer le besoin légitime pour le programme.

Ce dernier n'est pas encore en place dans Panjwaï, mais pourrait servir de «capacité complémentaire» pour la police nationale afghane alors que le Canada réduit ses opérations de combat, a déclaré le brigadier-général Milner.

Le Canada a consacré beaucoup d'efforts pour recruter et entraîner les agents de la police nationale afghane dans le cadre de sa stratégie contre-insurrectionnelle dans Panjwaï, un district au sud-ouest de la ville de Kandahar et connu comme étant le lieu de naissance des résistants.

Il est cependant impossible de prédire si le pays sera en mesure d'atteindre son objectif sur ce front avant que la mission de combat ne prenne fin en juillet. L'armée affirme qu'il y a environ 500 programmes enregistrés sur 700 places disponibles dans le district.

Le concept de ce programme met certains responsables afghans mal à l'aise, qui craignent que cela pourrait miner l'autorité de Kaboul, particulièrement dans les régions éloignées du pays. Il y a également des craintes que les programmes manquent de supervision, laissant la porte grande ouverte à leur infiltration par la résistance et d'autres éléments criminels, et ravive les souvenirs des milices des seigneurs de guerre qui ont ravagé le pays au cours des années 1990.

Dans un rapport publié cette semaine, les Nations unies ont souligné leurs inquiétudes après avoir observé les programmes mis en place dans les provinces de Kunduz, Baghlan, Urugzan et Daykundi. «Bien que nous reconnaissons que le programme n'a été opérationnel que pour quelques mois seulement et qu'une évaluation à plus long terme est nécessaire, des inquiétudes ont été soulevées concernant la faible surveillance, le recrutement, la mise en examen et les mécanismes de commande et de contrôle», a indiqué la mission d'aide en Afghanistan de l'ONU.

<http://www.cyberpresse.ca/actualites/dossiers/le-canada-en-afghanistan/201103/12/01-4378772-le-canada-envisage-darmer-des-villageois-afghans-contre-les-resistants.php>

3-2 Charles DAVIS, Medea Benjamin : Le calvaire de Bradley Manning.

Sous Obama, il vaut mieux commettre un crime de guerre que d'en révéler un ...

Bradley Manning est accusé d'avoir humilié l'establishment politique en révélant la complicité d'importants officiels étasuniens dans l'exécution et la dissimulation de crimes de guerre. Pour le punir d'avoir écouté sa conscience, le gouvernement étasunien le maintient abusivement en cellule d'isolement, l'humilie et essaie de le garder derrière des barreaux sa vie entière.

La leçon est claire et les soldats l'ont comprise : Il vaut mieux commettre un crime de guerre que d'en dévoiler un.

Manning, un officier des services secrets de 23 ans en service au Kuwait - choqué par ce qu'il a vu - a supposément communiqué des dizaines de milliers de câbles du département d'état au Website spécialisé dans les révélations Wikileaks. Ces câbles montrent que des officiers étasuniens ont couvert à peu près tous les crimes, des viols d'enfants financés par le trésor public en Afghanistan aux bombardements illégaux du Yemen. Manning est aussi accusé d'avoir fait fuiter la vidéo qui montre des pilotes étasuniens tirant sur plus d'une douzaine d'Iraqiens à Bagdad, dont deux journalistes de Reuters, puis tuant le père de deux enfants qui s'était arrêté pour leur porter secours. Les deux jeunes de l'homme furent aussi sérieusement blessés.

"Eh bien c'est leur faute ! Ils n'ont qu'à pas amener des enfants à la guerre" a déclaré un pilote étasunien que le remords n'étouffait pas dans cette vidéo de juillet 2007 intitulée "meurtre collatéral".

Aucun de ces soldats coupables de crime de guerre n'a été puni, ni aucun des officiels de haut rang qui leur ont donné leur aval. En fait, un soldat a plus de chance de recevoir une médaille que d'aller en prison s'il commet un crime de guerre. Et que se passe-t-il pour ceux qui ont donné leur aval ? Eh bien on leur offrira un contrat pour écrire un livre et des émoluments à 6 chiffres pour faire des conférences. Vous n'avez qu'à demander à George W. Bush. Ou à Dick Cheney, Donald Rumsfeld ou Condoleeza Rice. Ou au "respectable" (on se demande bien en quoi) Colin Powell.

En fait, tout indique que Manning serait dans une bien meilleure position aujourd'hui -probablement en train de faire des conférences plutôt que de croupir en cellule d'isolement- s'il avait tué lui-même ces hommes à Bagdad.

J'exagère ? Regardez ce qui est arrivé aux soldats étasuniens qui pendant quelques heures - pas quelques minutes - sont allés de maison en maison dans la ville irakienne de Haditha et ont exécuté 24 hommes, femmes et enfants en représailles du bombardement du bord de la route.

"Je les ai vus tirer sur mon grand-père, d'abord dans la poitrine, puis dans la tête" a déclaré un des deux témoins qui ont survécu au massacre, Eman Waleed, un enfant de neuf ans. "Puis ils ont tué ma grand-mère." Presque cinq ans plus tard, il n'y a aucun des hommes qui a pris part au massacre derrière les barreaux. Et en dépit d'une enquête qui a révélé que des déclarations faites par la chaîne de commandement "suggéraient que la vie des civils irakiens n'est pas aussi importante que la vie de soldats étasuniens" et que le meurtre de civils innocents à la peau brune "était juste le prix de revient du business" aucun de leurs supérieurs n'est derrière les barreaux non plus.

Maintenant regardez comment Bradley Manning est traité. Le premier mars, l'armée a accusé Manning de 22 délits supplémentaires -en plus des premières charges qui étaient d'avoir révélé de l'information classifiée, d'avoir désobéi aux ordres et de s'être mal conduit de façon générale. Une des nouvelles accusations "aide à l'ennemi" est passible de mort. Cela signifie que Manning est susceptible d'être exécuté ou de passer toute sa vie en prison pour avoir dévoilé l'horrible vérité du l'Empire étasunien. Pendant ce temps, l'administration Obama a décidé de rendre la période qui précède le procès aussi inhumaine que possible pour Manning, en le maintenant en cellule d'isolement 23 heures par jour, depuis son arrestation il y a 10 mois, un traitement qui le groupe "psychologues pour la responsabilité sociale" qualifie de "traitement pour le moins cruel, inhabituel et inhumain en violation avec la loi étasunienne."

En plus de l'horreur de l'isolement sur le long terme, Manning n'a pas le droit de faire de l'exercice dans sa cellule ni d'avoir des draps et un oreiller. Et toutes les cinq minutes il doit répondre par l'affirmative au garde qui lui demande s'il est "OK"

Il ment probablement.

Et maintenant ça empire encore. Sur son blog, l'avocat militaire de Manning, le Lt David Coombs, révèle que son client est désormais complètement déshabillé le soir, et laissé nu et sous surveillance étroite pendant sept heures. Quand on sonne le réveil à 5 heures du matin il est alors "obligé de se tenir debout tout nu devant sa cellule."

Si vous me faites remarquer que l'empereur n'a pas d'habits, je vous dirais que l'Empire va s'assurer que vous n'en ayez pas non plus.

Les officiels de la base de la Marine de Quantico où Manning est enfermé prétendent que cette mesure n'est pas "une punition" mais que c'est au contraire "une mesure conservatoire" destinée à l'empêcher de se faire du tort à lui-même. Croyez-vous vraiment que Manning va s'étrangler avec ses sous-vêtements - et qui plus est en étant sous surveillance 24 heures sur 24 ?

"Est-ce que c'est Quantico ou Abu Ghraib ?" a demandé le républicain Dennis Kucinich dans un communiqué de presse. C'est une bonne question, Monsieur le représentant du Congrès. Comme il en a été pour les hommes emprisonnés dans la chambre de torture du précédent président étasunien, Manning est humilié et torturé bien qu'il n'ait même pas été jugé par un tribunal militaire, et encore moins jugé coupable de quelque crime que ce soit.

Et voilà où en est l'homme de loi spécialiste en droit constitutionnel qui s'est présenté comme le candidat de l'espoir et du changement.

Vous souvenez-vous de l'époque où Obama faisait campagne contre ces mêmes techniques de torture pratiquées par Bush et ses supporters ? Vous rappelez-vous qu'Obama a dit : "Ceux qui révèlent des choses cachées témoignent de la bonne santé d'une démocratie et on doit les protéger des représailles" ? On voit maintenant que son soutien pour eux n'était que de la rhétorique. Depuis il a été élu.

Et c'est un fait, en dépit de ses belles promesses et de ses belles paroles, la manière dont Obama traite Manning n'est pas différente de ce que faisait Richard Nixon. Pas plus qu'Obama -qui a poursuivi plus de personnes pour avoir communiqué des informations secrètes que n'importe quel autre président dans l'histoire- Nixon n'aimait les "mouchards" et ne voulait que le public étasunien sache ce que faisait son gouvernement. Et comme Obama il a prétendu que Daniel Ellsberg, qui avait révélé les Documents du Pentagone avait "aidé et soutenu l'ennemi" en dévoilant la vérité sur la guerre du Vietnam.

Mais il y a une différence : Richard Nixon n'a jamais jeté le grand héros qui a révélé la vérité à son époque seul dans un cachot et ne l'a pas torturé. Si seulement on pouvait en dire autant de Barak Obama. Charles DAVIS, Medea BENJAMIN : (Counterpunch)

Medea Benjamin est cofondatrice de Global Exchange et CODEPINK : Women for Peace

Charles Davis est un journaliste indépendant. Le 20 mars, CODEPINK et d'autres marcheront vers la base de la Marine de Quantico pour soutenir Bradley Manning. Vous pouvez signer la pétition de CODEPINK qui demande au président Obama la grâce de Bradley Manning.

Pour consulter l'original : <http://www.counterpunch.org/benjami...>

Traduction : D. Muselet pour Le Grand Soir

EN COMPLEMENT :

le site de soutien à Bradley Manning : <http://www.bradleymanning.org/fr>

soutien financier : <https://co.clickandpledge.com/sp/d1...>

Lui écrire :

Bradley Manning

c/o Courage to Resist

484 Lake Park Ave #41

Oakland CA 94610

USA

URL de cet article 13021

<http://www.legrandsoir.info/Le-calvaire-de-Bradley-Manning-Sous-Obama-il-vaut-mieux-commettre-un-crime-de-guerre-que-d-en-reveler-un-Counterpunch.html>

4 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

4-1 Afghanistan : Dix ans de combats pour quels résultats ?

Ndlr : La publication de l'analyse doit être vu comme information.

Dix ans de combats, la résistance a reculé, mais les progrès, selon le général Patraeus, commandant en chef des forces de l'OTAN en Afghanistan demeurent incertains, fragiles et possiblement réversibles. Le transfert des compétences militaires aux forces de sécurité afghanes est bien prévu pour cette année, avec un début opérationnel dès le début du printemps dans des provinces pas encore nommées pour ne pas orienter la résistance sur les opérations en cours. Les progrès observés l'ont été grâce à un supplément de troupes au sol déployées par Obama ces derniers mois afin de sécuriser au plus vite les zones qui seront reprises par les forces afghanes dès le printemps et la totalité des zones d'ici juillet 2011, date butoir d'un retrait possible des forces américaines, donc de l'ISAF, donc des forces françaises. Mais ces renforts ont favorisé la recrudescence de points d'accrochages avec la résistance, donc de pertes humaines.

Ce que feront les Afghans de ces zones réputées sécurisées nul ne peut le dire mais ce qui est prévisible, si on s'en tient au discours du général Patraeus, c'est que des retournements de situations peuvent avoir lieu et que les territoires gagnés sur la résistance se perdent à nouveau du fait de facteurs dès aujourd'hui visibles et palpables : notamment les compétences et expertises militaires « un peu justes » des militaires afghans, certes formés mais pour la plupart peu instruits et pas forcément enclins à choisir durablement la carrière militaire, attirés par un changement de camp et une vie facile.

Le retrait n'exclut pas les perspectives de nouveaux combats contre les insurgés mais le fond du problème, c'est aussi le traitement des zones de replis des résistants, zones en territoire pakistanais que rejoignent les insurgés après leurs actions combattantes en Afghanistan sans être véritablement inquiétés. La diplomatie fait état de collaboration avec les autorités pakistanaises, l'armée en particulier, pour intercepter les bandes armées en repli, ce qui arrive, sporadiquement seulement. Mais, chut, le sujet est tabou, le Pakistan ne plaisante pas avec le terrorisme.

Le retrait des forces de l'OTAN devrait, théoriquement, d'ici 2014, rendre impossible toute fixation d'Al-Qaïda sur le sol afghan, objectif premier pour la passation des pouvoirs. Au-delà de 2014, nous

restons sur une idée de collaboration visant à empêcher toute velléité de retour des résistants ; objectif ambitieux si on considère les résultats obtenus en 10 années de guerre et l'opérationnalité hypothétique d'une armée afghane en remplacement de l'OTAN. Pas besoin d'être grand clerc pour avancer un avis : ce ne sera pas facile pour les afghans. La solution passera peut-être par une intégration des résistants aux affaires de l'état afghan sans le volet islamiste dur ou par une prise de pouvoir pure et simple à laquelle nous ne pourrions nous opposer.

En tout cas, le jour où nous transmettrons le flambeau aux forces afghanes, la résistance ne seront ni vaincus ni détruits et resteront en capacité de combattre ; ils ne s'en priveront pas. Si l'Afghanistan, au lendemain de notre départ, viendrait à tomber aux mains des résistants, la bonne question sera de se poser si nous sommes en face d'un problème de nature stratégique ou au contraire strictement interne à une région qui ne représenta aucun danger pour notre sécurité. La reprise de nos positions, en Afghanistan par d'autres forces, non-occidentales, ne semble pas probable, qui aurait vraiment envie de s'enliser dans cette nasse ? Je pense, au contraire, que la résistance seront assez malins pour ne pas nous poser de problème direct afin qu'on les laisse s'approprier le pouvoir à Kaboul se sachant sous la menace directe de missiles de croisière pouvant troubler leurs petites affaires afghanes.

En nous retournant sur ce que nous venons de quitter il nous faudra éviter le fantasme d'un pays reconstruit, modernisé, structuré, les petites filles dans les écoles et les gentils papas barbus tenir la porte des supermarchés à leurs mamans chargées de consommables désormais accessibles et admettre que nous avons échoué. Nous quitterons et laisserons un pays dévasté par les bombes, l'ignorance et l'obscurantisme sans autre avenir que survivre au jour le jour.

La présence de nos soldats, sur le sol afghan, est de plus en plus mal ressentie par les opinions, aux USA davantage qu'en France, mais liés que nous sommes aux actions américaines dans ce pays, nous suivrons le mouvement de cette impopularité et finirons par repartir en nous demandant : pourquoi ? Parce que nous ne comprenons toujours pas le lien entre la résistance qui menacent le pouvoir à Kaboul et les actions terroristes sur nos sols occidentaux. Je pense que la menace a évolué, les camps d'entraînement des terroristes, il y a quelques années, étaient bien situés en Afghanistan mais depuis, se sont déplacés dans d'inaccessibles zones montagneuses pakistanaïses. L'état dans lequel sont pris la résistance, celui de l'OTAN et celui du Pakistan a empêché l'exportation du terrorisme résistant et je crois que l'objectif, de ce point de vue, a été atteint. La résistance se sont fixés d'autres objectifs, tels que le retrait de l'OTAN, on y arrive, et la voie libre à une reconquête du pouvoir sans main mise étrangère.

<http://www.armees.com/info/actualites/afghanistan-pour-quels-resultats,39589.html>

4-2 Jean-François Racine, Alexandre Poirier : La mort reste un sujet tabou au sein des troupes.

Les militaires canadiens qui ont perdu des frères d'armes en Afghanistan se souviendront longtemps de ces pertes humaines même si, de retour chez nous, ils voudront chasser ces images de guerre qui s'incrument dans leur mémoire.

Les témoignages de ces soldats qui ont connu le combat sont nombreux. Les récits les plus durs et les plus crus ne peuvent être publiés.

Les confidences sont nombreuses

Depuis l'arrivée des troupes en Afghanistan en 2002, 154 (ndlr : officiellement) militaires canadiens ont trouvé la mort en terre afghane. Dans cette «loterie de la mort», tout le monde espère que les numéros perdants ne seront plus tirés. Le dernier à tomber au combat, Steve Martin, a perdu la vie en décembre dernier.

Sur une base de Panjwai, un monument géant a été érigé avec le drapeau national peint sur la roche et les pierres à la mémoire des disparus.

Difficile de trouver un volontaire qui veut accompagner le Journal.

Distance nécessaire

«Il faut que la mission continue. Tous les soirs, on se regarde inconsciemment et on se dit que peut-être le lendemain nous allons revenir et l'un de nous ne sera pas là. Malheureusement, on ne peut pas s'arrêter à des décès ou des blessures. Il faut aller sur le terrain. Il faut contrer notre peur et se dire: c'est fini, on tourne la page», raconte le caporal-chef Alexandre Poirier, qui a accepté cette courte visite sur le site aménagé à flanc de montagne.

Au total, après trois missions, le solide gaillard de 35 ans aura vécu 23 mois en Afghanistan. Il aura passé près de deux ans de sa vie à se déplacer sur les routes minées. Il connaît mieux le pays que quiconque.

Impossible de sortir

«Oui, c'est dur. Dans des événements semblables, on ne peut pas s'extérioriser. Pris entre quatre murs, c'est impossible de dire qu'on va sortir pour ventiler un peu. Il y a beaucoup de monde qui garde tout ça à l'intérieur d'eux. C'est ce qui fait qu'au retour parfois, ça ne se passe pas toujours de la bonne façon. Je pense personnellement que les gens devraient être informés des blessés. Il y a eu un décès au mois de décembre, mais ça ne veut pas dire qu'il n'y a rien eu depuis.» Les soldats sont souvent prisonniers de leur esprit. Les dirigeants aussi hésitent à parler des pertes. «Je ne suis pas à l'aise. Personne n'arrive à trouver les bons mots. Chacun a sa manière différente de le vivre. Il se crée un silence tellement lourd quand une tragédie survient.»

Alexandre Poirier

Jean-François Racine

Agence QMI

16/03

<http://fr.canoe.ca/infos/international/archives/2011/03/20110316-230127.html>

4-3 Les photos de la «kill team» américaine en Afghanistan.

Les forces américaines en Afghanistan s'attendent à de possibles émeutes déclenchées par la publication de photographies montrant des «trophées de guerre» pris par des soldats américains posant avec les corps de civils afghans qu'ils ont eux-mêmes tué.

Der Spiegel a publié dans son édition parue lundi 21 mars trois photos qui montrent les sévices de soldats américains en Afghanistan. Les deux photos montrant des soldats américains souriant avec un cadavre font partie d'un lot de plusieurs centaines de clichés utilisés dans le procès de ces soldats, accusés de meurtre sur des civils en Afghanistan en 2010 et que l'armée voulait garder secrets à tout prix. Ces photos étaient protégées par un ordre de protection judiciaire qui en interdisait la publication dans les médias.

La troisième photo n'est pas une pièce du procès, précise Der Spiegel, mais fait bien partie de la collection d'un des soldats accusés.

Des responsables de haut niveau de l'Otan à Kaboul ont comparé les photos publiées par Der Spiegel à celles de la prison d'Abou Ghraïb en Irak qui avaient déclenché des vagues de manifestations anti-américaines à travers le monde, rapporte The Guardian. Ils craignent que les photos aient un impact négatif encore plus grand sur l'image des Etats-Unis dans le monde arabe.

Selon Der Spiegel, la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a déjà appelé son homologue afghan pour discuter des photos. Le journal allemand estime que *«l'affaire pourrait porter un coup aux relations américano-afghanes à un moment où les deux pays négocient l'établissement de bases militaires américaines permanentes dans le pays.»*

Les activités de la «kill team» comme l'appellent les médias américains étaient déjà connues du public: 12 hommes sont actuellement jugés à Seattle pour leur implication dans le meurtre de trois civils afghans. Cinq d'entre eux sont accusés de meurtre avec préméditation après avoir essayé de faire passer des meurtres pour des actes de légitime défense contre des Résistants. Certains soldats sont également accusés de mutilation de cadavres, possession d'images de victimes et consommation de drogue. Ils risquent la peine de mort ou la prison à perpétuité.

L'armée américaine a estimé dans un communiqué publié dimanche 20 mars que les photos étaient *«répugnantes pour nous en tant qu'être humains et contraires aux normes et aux valeurs de l'armée américaine»*, rajoutant:

«Nous nous excusons pour le grand désarroi occasionné par ces photos. Les actes décrits par ces photos font l'objet d'une enquête et sont le sujet d'une procédure devant la cour martiale dans laquelle les accusés sont présumés innocents jusqu'à preuve de leur culpabilité.»

<http://www.slate.fr/lien/35909/photos-kill-team-afghanistan>

2eme article

L'armée américaine s'excuse pour des photos d'exactions. [sic]

L'armée américaine s'est excusée officiellement lundi "pour la souffrance" provoquée par des photos montrant des exactions qui auraient été commises par des soldats américains en Afghanistan.

"Nous présentons nos excuses pour la souffrance que provoquent ces photos", a indiqué l'armée dans un communiqué.

L'hebdomadaire allemand Der Spiegel a publié lundi trois photos à charge contre des soldats américains accusés d'exactions en Afghanistan, dont il affirme que le Pentagone voulait empêcher la publication.

Sur deux des clichés, deux soldats américains se tiennent à côté d'un cadavre qui serait celui d'un civil assassiné délibérément par leur unité et lui tirent la tête par les cheveux, comme un trophée.

Une douzaine de soldats de cette unité ont été poursuivis par la justice militaire et cinq d'entre eux doivent passer en cour martiale, selon le journal.

Selon l'accusation, les cinq soldats auraient organisé pour s'amuser le meurtre de trois civils afghans entre janvier et mai 2010, pendant leur déploiement dans la province de Kandahar (sud), et auraient, pour certains d'entre eux, démembré des corps, conservé des parties de cadavres et pris des photos aux côtés des dépouilles.

Une troisième photo montre les cadavres de deux victimes, assises dos à dos, devant un blindé. Selon l'hebdomadaire, elle était en possession d'un des accusés.

Les agissements montrés sur ces photos "nous répugnent en tant qu'êtres humains et sont contraires aux principes et aux valeurs de l'armée des Etats-Unis", ajoute l'armée dans son communiqué.

Ces actions font l'objet d'une enquête et une procédure est en cours devant une cour martiale, confirme le texte. "La procédure de la cour martiale est assez parlante", indique l'armée. "Les photos semblent en forte contradiction avec la discipline, le professionnalisme et le respect qui ont caractérisé (l'action) de nos soldats pendant près de dix ans d'opérations" en Afghanistan.

Der Spiegel affirme que le Pentagone a tout fait pour éviter la publication des photos, craignant qu'elle ait le même effet que les photos prises par les gardiens américains de la prison d'Abou Ghraib, en Irak, qui torturaient et humiliaient leurs prisonniers pour le plaisir.

"Nous n'en publions qu'une infime partie, trois sur quelque 4.000 photos et vidéos, juste ce qui est indispensable pour raconter l'histoire d'une guerre qui a commencé avec les meilleures intentions, qui devait chasser les terroristes d'Al-Qaïda d'Afghanistan, qui était autorisée par un mandat de l'ONU, mais qui est depuis longtemps devenue une autre guerre", écrit le magazine.

21 mars

AFP,

3eme article

Pourquoi les soldats mutilent-ils les corps de leurs adversaires?

Les agissements d'une poignée de soldats américains en Afghanistan ne sont que les derniers de la longue histoire des pratiques de découpe et de prélèvement de corps.

Jeremy Morlock, un des soldats accusés du meurtre de trois civils afghans, a été condamné mercredi 23 mars à 24 ans de prison après avoir plaidé coupable. Il devient le premier des cinq soldats jugés par un tribunal militaire à être condamné, quelques jours après la publication par le journal allemand Der Spiegel de photos des accusés posant avec une de leurs victimes. Cet article revient sur la longue histoire des mutilations en temps de guerre et les raisons qui poussent les soldats à commettre de tels actes.

Der Spiegel a publié dans son édition parue lundi 21 mars trois photos montrant notamment deux soldats américains en Afghanistan posant avec le corps d'un civil afghan qu'ils sont suspectés d'avoir tué. Les documents font partie d'un lot de plusieurs centaines de photos utilisées dans le procès de 12 soldats accusés notamment de meurtre et de mutilation de cadavres ou encore d'avoir conservé des doigts, des os de jambe, un crâne et des dents prélevés sur des corps afghans comme des trophées de guerre en Afghanistan en 2010.

De tels actes peuvent paraître difficiles à croire venant des soldats d'une armée moderne et encadrée, mais ils ne sont pas l'apanage des soldats américains, et n'ont rien de nouveau. En fait, les découpes et autres prélèvements de parties de corps humain en temps de guerre sont aussi vieilles que la guerre elle-même, et on en retrouve des traces dans les sociétés préhistoriques.

Dans les caves d'Ofnet, en Bavière, des archéologues ont retrouvé 34 crânes, sans leurs corps, disposés en cercle, datant du mésolithique, donc d'au moins 4.000 à 5.000 ans. Ils ont tous été fracturés par un objet, et sont la preuve de l'existence de «violences interpersonnelles et de conduites guerrières». L'anthropologue Lawrence Keeley écrit ainsi: *«tous les témoignages confirment la pratique de l'homicide depuis l'apparition de l'homme moderne et les traces de l'activité guerrière sont archéologiquement décelables partout depuis dix mille ans»*. Il estime que la guerre dans les sociétés primitives était plus fréquente, plus destructrice et plus violente que la guerre moderne, contrairement à ce que l'on a longtemps cru. La pratique de prise de scalp, qui est souvent associée aux Indiens d'Amérique, a même été évoquée par l'historien grec Hérodote à propos des Scythes en 440 avant JC.

La décapitation a quant à elle été pratiquée sur tous les continents à des périodes différentes, de la Chine à l'Amazonie en passant par les Celtes. Au XIV^e siècle, le guerrier turco-mongol Tamerlan érigeait des tours avec les crânes des milliers de victimes de ses massacres. Lors de celui d'Isaphan, ville qui se situe dans l'actuel Iran, il aurait construit 35 minarets de 2.000 crânes chacun. Plus proche de nous, l'Empire ottoman fit construire une tour avec 952 crânes serbes après la bataille du mont Čegar en 1809.

Actes culturels

Pourquoi ces pratiques se retrouvent-elles de manière quasi-systématique, à échelles différentes, sur les champs de bataille? On ne peut trouver une seule et même raison qui pousse les combattants à prélever des membres sur leurs adversaires: *«ces pratiques sociales sont toujours à remettre en contexte, et l'interprétation symbolique de ces actes doit tenir compte de la culture particulière et de nombreux facteurs»*, explique Christian Ingrao, directeur adjoint à l'Institut d'histoire du temps présent (CNRS). De la même manière que la guerre est un *«acte culturel»* comme l'écrit Stéphane Audoin-Rouzeau, directeur d'études à l'EHESS spécialiste de la Première guerre mondiale, dans *La Violence de guerre 1914-1945*, *«les manières de s'emparer des corps, de les tordre, de les découper, constituent des actes culturels à part entière, à travers lesquels l'exécutant exprime quelque chose de sa propre identité»*, écrit Jacques Sémelin dans *Purifier et détruire*.

La prise de scalp illustre bien les différentes significations que peut revêtir une même pratique. Les historiens américains débattent encore aujourd'hui de l'origine de la pratique sur leur continent. Selon une théorie récente, et contrairement à l'idée communément acceptée, il ne s'agirait pas d'une pratique ancestrale des Indiens mais d'une importation des Européens. Une

chose est sûre, les Européens ont bel et bien poussé les Indiens à scalper leurs adversaires pour «établir un contrôle des pertes adverses et constater l'efficacité de leurs alliés autochtones, tout en les incitant à combattre plus durement» en offrant une prime pour chaque scalp ennemi, comme l'écrit l'historien David Cornut.

L'incitation à la découpe des corps adverses n'est pas un cas isolé chez les Européens: la Commission d'Enquête internationale dépêchée au Congo Belge a reconnu au début du XXe siècle que des soldats noirs avaient reçu pour consigne de couper les mains des indigènes qu'ils avaient tués afin de prouver qu'ils avaient fait bon usage des cartouches qu'on leur avait distribuées, comme preuve que des combats avaient eu lieu.

Mais les traces de scalp dans la culture indienne datant de bien avant l'arrivée des Européens et le fait qu'il existait de nombreux rituels autour de la pratique qui auraient difficilement pu être importés par les blancs remettent sérieusement en doute la théorie selon laquelle les occidentaux auraient importé la pratique. Quoiqu'il en soit, le scalp a revêtu un aspect froidement fonctionnel pour les Européens tandis qu'il revêtait une signification spirituelle pour les Indiens.

Différence entre violence et cruauté

L'exemple du scalp montre en tous cas qu'il faut bien distinguer la violence – même extrême – et la cruauté sur le champ de bataille. Si les Européens paient leurs alliés pour prendre des scalps, c'est d'abord pour mesurer et augmenter leur efficacité, et non pas par pure cruauté. La violence a ici un but autre qu'elle-même. De la même manière, l'exécution de prisonniers ou blessés de guerre, pratique répandue bien que contraire aux règles de la guerre, peut apparaître comme un acte de violence gratuite. Mais pour les Allemands qui exécutent 600.000 captifs russes sur le champ en quelques mois lors de l'opération Barbarossa (1941-1942), la logique fonctionnelle est bien réelle, ces derniers représentant une menace potentielle.

Avec la cruauté au contraire, la violence devient une fin en soi: «*il ne s'agit plus seulement de détruire l'ennemi pour la menace qu'il représente, mais d'infliger de la douleur, de profaner son humanité, de jouir éventuellement de l'infliction de cette douleur et/ou de cette profanation*», écrit Stéphane Audoin-Rouzeau.

Seconde Guerre mondiale

Lors de la Seconde Guerre mondiale, le front de l'est et la guerre du Pacifique ont été deux théâtres particulièrement sanglants où les violences entre soldats adverses ont atteint des niveaux très élevés. Sur le front de l'est, les pratiques de cruauté sont dans la continuité de ce qui s'est passé en 1914, où l'énucléation, l'ablation des oreilles, du nez, de la langue, des doigts, des ongles, des organes sexuels ou encore de la peau infligées par les Allemands aux soldats russes sont retrouvées de manière récurrente.

De manière générale, quatre emplacements du corps sont «systematiquement visés» lors des atteintes au corps adverse: l'abdomen, l'appareil génital, la main (section des phalanges, des doigts ou du poignet) et le visage. Ce dernier est le «lieu privilégié d'une gamme de gestuelles très variées», écrit Stéphane Audoin-Rouzeau dans *Combattre*, un ouvrage consacré à l'anthropologie historique de la guerre moderne. Toutes ces pratiques ont un objectif commun: la déshumanisation de l'adversaire en profanant des organes qui représentent justement l'humanité d'une personne comme la main, le visage ou le sexe. Le martelage complet de la face, qui se retrouve dans de nombreux films de guerre, a ainsi pour but de la rendre méconnaissable, et donc inhumaine.

Animalisation

Encore plus que la déshumanisation, c'est l'animalisation de l'ennemi que l'on retrouve dans ces pratiques. Ainsi, plusieurs cas de corps suspendus par les pieds, vidés de leur sang, énucléés, en partie dépouillés de leur peau, parfois éviscérés ont été recensés lors des deux guerres mondiales sur le front de l'est, rappelant clairement la mise à mort des lapins ou des porcs, d'autant plus que de tels actes sont souvent commis dans des lieux réservés à l'élevage d'animaux.

Etrangement, ces pratiques déshumanisantes étaient beaucoup moins nombreuses sur le front de l'ouest. Une explication est la dévalorisation ethnique de l'adversaire sur le front de l'est qu'on ne retrouve pas sur le front de l'Ouest, où les deux camps «partageaient un sentiment d'appartenance à une humanité commune», malgré l'hostilité et la violence des combats, comme l'écrit Stéphane Audoin-Rouzeau. Cette différence montre bien en tous cas que chaque conflit, et même chaque théâtre de guerre, doit être appréhendé en gardant à l'esprit les nombreux facteurs qui le rendent unique.

Dans le vocabulaire militaire, les références à la chasse sont également omniprésentes. Jusqu'à récemment, il existait des «commandos de chasse» de l'armée française, et il existe encore aujourd'hui un «régiment de chasseurs parachutistes.»

Dans la culture populaire, la frontière poreuses entre chasse et guerre a été abordée à de nombreuses reprises, par exemple dans des films comme *Voyage au Bout de l'Enfer* ou plus *Predator*.

Si l'adversaire se transforme souvent en gibier que l'on traque et que l'on tue selon les rites de la chasse, il peut aussi devenir un animal de bétail. Les grandes marches de la mort infligées par les Japonais aux prisonniers américains en 1942 ou aux Français à Dien Bien Phu en 1954 (600 km en 40 jours) transforment symboliquement les prisonniers ennemis en d'immenses troupeaux d'hommes.

Le champ de bataille

Stéphane Audoin-Rouzeau souligne le rôle du champ de bataille et de l'environnement sur les représentations construites par les combattants d'eux-mêmes et de leurs adversaires. La jungle par exemple dé-modernise la guerre, en ce qu'elle aveugle l'aviation et empêche l'utilisation de blindés, et favorise le rapprochement guerre-chasse: les lieux privilégiés sont «ceux où le sentiment d'altérité de celui que l'on combattait fut particulièrement marqué», comme le front de l'est, le Pacifique, la Corée, l'Indochine, le Vietnam, l'Irak même.

Christian Ingrao explique:

«*La symbolique de la chasse est liée à l'expérience qu'ont les soldats sur le terrain. Quand ils sont dans la forêt ou la jungle et qu'ils sont persuadés que leur ennemi n'est pas tout à fait un être humain, ils se servent de leur référent pour développer des représentations, en l'occurrence l'animalité sauvage. A partir de ce moment là, leur guerre s'apparente à la chasse.*»

L'animalisation est toujours dans l'air aujourd'hui, poursuit l'historien:

«Il n'y a qu'à voir comment Lynndie England traite les prisonniers à Abu Graib sur les photos qui ont fait le tour du monde: elle les met à quatre pattes et leur met des laises autour du cou. La porosité entre monde animalier et ennemi est toujours là. En Afghanistan, il y a des opérations de ratissage, on est dans un imaginaire de chasse. Certes, on a abandonné la doctrine «search and destroy», on essaie de tuer moins de civils, mais il y a toujours quelque chose de cet ordre.»

La guerre du Pacifique

La guerre du Pacifique a été le théâtre de pratiques particulièrement cruelles entre Japonais et Américains. Les pratiques des Américains sur le théâtre du Pacifique sont uniques: les Gis y ont gardé, parfois collectionné, des parties humaines prélevées sur les adversaires à grande échelle. Les témoignages de vétérans de la guerre, notamment celui de Eugene Sledge sur lequel se sont basés de nombreux historiens (et la série The Pacific, produite par Tom Hanks et Steven Spielberg), offrent un aperçu particulièrement détaillé des pratiques américaines.

Les soldats américains ont non seulement prélevé des crânes, des oreilles, des phalanges ou encore des mains entières mais les ont également cas conservé, de manière tellement répandue que le commandant en chef de la flotte américaine dans le Pacifique a donné l'ordre suivant à ses troupes dès septembre 1942: «*Aucune partie du corps de l'ennemi ne doit être utilisée comme souvenir.*» Mais ces ordres sont restés lettre morte, et les Gis ont continué ce genre de pratiques tout au long du conflit. Des photos, dont l'une a été publiée dans le magazine Life, montrent des chars américains sur lesquels sont posés des scalp et des crânes adverses. Plusieurs cas d'envoi de crânes ennemis et autres parties de corps au pays ont également été documentés, parfois signés par l'expéditeur. Un soldat est même allé jusqu'à offrir un coupe-papier fabriqué à base d'ossements au président Roosevelt en 1944.

Les Américains préfèrent souvent expliquer leurs pratiques comme une réaction au fanatisme et la férocité de l'adversaire japonais. C'est un des thèmes explorés dans The Pacific, qui raconte la guerre du Pacifique du point de vue des soldats américains. Le respect des règles du bushido (le code de l'honneur des samouraïs, selon lequel la reddition est un déshonneur suprême) par les troupes japonaises signifiait que les prisonniers américains n'avaient aucune valeur. Les Japonais avaient une dévotion totale à leur cause qui avait de quoi effrayer leurs ennemis. «*La violence de l'adversaire détermine aussi sa propre violence*», confirme Christian Ingrao.

Mais la contre-violence n'explique pas à elle seule les pratiques des soldats américains. Une fois de plus, l'assimilation des Japonais à une «race» inférieure dont la sauvagerie est native, les troupes américaines allant même jusqu'à les considérer comme des «*singes anthropoïdes*», a certainement facilité «*la mise en œuvre d'une large gamme de pratiques de chasse à leur encontre*» (liquidation au lance-flammes des soldats qui se rendent, «concours de tirs» sur des prisonniers, chasses à l'homme dans la jungle...).

La superstition, voire la magie, expliquent aussi le prélèvement de trophées de guerre sur les corps adverses. «*Il semble bien que ces parties prélevées soient investies par leurs possesseurs d'une vertu propitiatoire en fonction des combats futurs qui restent à affronter*», écrit Stéphane Audouin-Rouzeau dans *La Violence de guerre 1914/1945*. Le doigt ou la main adverse devient une sorte de porte-bonheur que l'on garde sur soi pour les prochains combats.

Et aujourd'hui?

Après la guerre du Pacifique et celle du Vietnam, le procès des soldats américains pour leurs agissements en Afghanistan peut poser la question: les Gis ont-ils une propension particulière à la violence sur les corps adverses? Rien ne le prouve: les Français ont par exemple commis leur lot de mutilation lors de la Guerre d'Algérie. Interrogé sur d'éventuelles exactions de soldats français au cours de l'histoire récente et des procédures en cas de soupçons, le ministère de la Défense répond:

«*A notre connaissance, de telles pratiques n'ont jamais été le fait de soldat français. A n'en pas douter, si cela se produisait, les coupables seraient sanctionnés, sans préjuger des suites judiciaires.*»

Pour Christian Ingrao, si les cas américains sont plus visibles, c'est peut-être parce que la démocratie du pays fonctionne bien et que les agissements des soldats font tout de suite l'objet d'enquêtes et sont traitées dans les médias.

Grégoire Fleurot

4-4 Wikileaks: le soldat Manning décrit les mauvais traitements qu'il dit subir.

Le soldat américain Bradley Manning, inculpé et détenu pour avoir transmis à Wikileaks des milliers de documents secrets américains, a détaillé cette semaine dans une note de 11 pages les mauvais traitements dont il se dit victime.

Ce document que l'AFP a pu consulter a été adressé jeudi aux autorités militaires dans le cadre de la plainte déposée par le soldat détenu sur la base de Quantico, en Virginie (est).

Le plaignant y affirme que les autorités militaires chargées de son cas ont abusé de leur autorité en le classant comme détenu à risque, susceptible d'attenter à son intégrité physique et en demandant des conditions de "sécurité maximale".

Il a ajouté que son dossier montrait un comportement exemplaire de sa part en détention et que des psychiatres avaient recommandé à plusieurs reprises qu'il ne soit plus placé sous haute surveillance.

"Avec les restrictions actuelles, en plus d'être mis à nu le soir, je suis maintenu à l'isolement", écrit M. Manning. Selon le document, depuis le 2 mars, le soldat doit remettre aux gardiens la totalité de ses vêtements, y compris son caleçon, ce qui n'était pas le cas auparavant.

"Vingt-trois heures par jour, je suis seul dans ma cellule. Les gardes m'observent toutes les cinq minutes pendant la journée et me demandent si ça va. On me demande de répondre par l'affirmative", ajoute le soldat.

"La nuit, si les gardes ne peuvent me voir distinctement, à cause d'une couverture que j'ai sur la tête ou si je suis tourné vers le mur, ils me réveillent pour s'assurer que ça va", précise encore M. Manning.

Il indique également qu'on lui a interdit d'avoir avec lui dans sa cellule des effets personnels, qu'il peut seulement lire un seul livre ou magazine à la fois qu'il doit rendre à la fin de la journée, et qu'il n'est pas autorisé à faire de l'exercice dans sa cellule.

"Si j'essaye de faire des pompes, des abdominaux ou toute autre forme d'exercice, les gardes m'obligent à m'arrêter. Je n'ai droit en fait, qu'à une heure d'exercice par jour en dehors de ma cellule", explique-t-il en précisant que l'exercice consiste à marcher dans une pièce vide.

Agé de 23 ans, cet ancien analyste de renseignement en Irak est enfermé depuis juillet 2010. Il est soupçonné d'avoir fourni à WikiLeaks, qui les a ensuite rendu publics, des documents militaires américains sur les guerres en Irak et en Afghanistan, et des milliers de câbles diplomatiques du département d'Etat.

Il risque la prison à vie.

12/3—

AFP

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19